

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Sorel-Tracy pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.



**Vicky
Bussière**

Signé numériquement par Vicky Bussière
DN: cn=Vicky Bussière, c=CA, o=Ville de
Sorel-Tracy, ou=Service des Finances,
email=vicky.bussiere@ville.sorel-
tracy.qc.ca
Date: 2026.06.09 07:57:53 -0400

Signataire

10 juin 2026

Date

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	29
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sorel-Tracy

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2025 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025 ainsi ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 10 juin 2026
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Revenus				
Taxes	1	60 047 090	61 178 961	56 771 810
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 021 015	5 024 302	4 785 672
Quotes-parts	3	(2 960)	(1 153)	(13 075)
Transferts	4	28 044 860	19 585 008	17 614 077
Services rendus	5	8 126 000	8 639 727	7 923 989
Imposition de droits	6	2 720 850	4 668 515	3 548 007
Amendes et pénalités	7	1 065 000	1 356 981	1 059 574
Revenus de placements de portefeuille	8	481 850	162 904	1 445 624
Autres revenus d'intérêts	9	3 855	283 218	184 912
Autres revenus	10	285 330	7 678 795	6 708 750
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	105 792 890	108 577 258	100 029 340
Charges				
Administration générale	14	10 517 460	9 691 337	8 769 373
Sécurité publique	15	14 388 425	14 708 301	13 741 489
Transport	16	14 509 020	14 605 928	13 105 504
Hygiène du milieu	17	16 599 211	16 405 052	16 092 468
Santé et bien-être	18	226 520	267 491	180 161
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 471 000	5 463 397	20 446 941
Loisirs et culture	20	20 525 890	19 930 578	19 279 655
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 776 660	3 170 275	2 244 909
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	83 014 186	84 242 359	93 860 500
Excédent (déficit) lié aux activités	25	22 778 704	24 334 899	6 168 840
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		170 398 725	164 229 885
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		170 398 725	164 229 885
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		194 733 624	170 398 725

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	438 043	2 122 501
Débiteurs (note 5)	2	41 800 724	28 353 107
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	343 337	451 638
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	147 689	
Autres actifs financiers (note 8)	7	331 876	4 366 500
	8	43 061 669	35 293 746
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	382 670	
Emprunts temporaires (note 9)	10	7 036 456	4 648 051
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	19 550 134	19 869 092
Revenus reportés (note 11)	12	1 273 331	723 009
Dette à long terme (note 12)	13	91 529 421	65 076 780
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		394 762
Autres passifs (note 14)	15	2 425 967	2 391 007
	16	122 197 979	93 102 701
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(79 136 310)	(57 808 955)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	263 612 066	220 384 362
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	8 191 774	6 299 866
Stocks de fournitures	20	989 948	585 804
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 076 146	937 648
	23	273 869 934	228 207 680
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	194 733 624	170 398 725
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	194 733 624	170 398 725
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	194 733 624	170 398 725
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalisations	
		2025	2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	22 778 704	24 334 899	6 168 840
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	53 657 012)(	31 632 076)
Produit de cession	3		122 611	90 444
Amortissement	4		10 381 600	9 880 366
(Gain) perte sur cession	5		(74 902)	203 750
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(43 227 703)	(21 457 516)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(1 891 908)	(2 576 626)
Variation des stocks de fournitures	10		(404 145)	27 711
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(138 498)	(204 426)
	13		(2 434 551)	(2 753 341)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	22 778 704	(21 327 355)	(18 042 017)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(57 808 955)	(39 766 938)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(57 808 955)	(39 766 938)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(79 136 310)	(57 808 955)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	24 334 899	6 168 840
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 381 600	9 880 366
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte cession / reclass	4.1	(74 902)	203 750
▪ Réduction valeur - placement	4.2	29 101	107 418
	5	34 670 698	16 360 374
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(13 447 617)	(3 873 696)
Autres actifs financiers	7	4 034 624	(4 366 500)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(5 697 293)	3 149 528
Revenus reportés	9	550 322	(10 415 822)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(542 451)	(850 080)
Propriétés destinées à la revente	11	(1 891 908)	(2 576 626)
Stocks de fournitures	12	(404 144)	27 711
Autres actifs non financiers	13	(138 498)	(204 426)
	14	17 133 733	(2 749 537)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	48 243 716) (	29 561 312)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	122 611	90 444
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(48 121 105)	(29 470 868)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	134 019) (	134 019)
Remboursement ou cession	21	70 071	75 448
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	10 665)
Cession	23	143 147	346 818
	24	79 199	277 582
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	39 462 600	19 567 700
Remboursement de la dette à long terme	26 (	12 722 734) (	14 233 528)
Variation nette des emprunts temporaires	27	2 388 405	4 648 051
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(287 226)	(18 132)
Autres			
▪	29.1		
	30	28 841 045	9 964 091
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(2 067 128)	(21 978 732)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	2 122 501	24 101 233
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	2 122 501	24 101 233
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	55 373	2 122 501

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sorel-Tracy (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu du décret no 130-2000 du gouvernement du Québec, daté du 15 mars 2000. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie d'assainissement des eaux Richelieu/Saint-Laurent (ci-après la « Régie d'assainissement »)	91 %
Régie intermunicipale de l'eau Tracy, Saint-Joseph, Saint-Roch (ci-après la « Régie intermunicipale »)	77,1 %

B) Comptabilité d'exercice*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passifs au titre d'assainissement des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au passif au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la régie comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation.

Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel, de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou que la démolition du bâtiment sera autorisée, le cas échéant.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Infrastructures (a): de 3 à 40 ans

Bâtiments (a) : de 20 à 40 ans

Véhicules : de 5 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : de 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : de 10 à 40 ans

Autres : 10 ans

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations capitalisés dans les catégories des infrastructures et bâtiments sont amortis sur une durée de 40 ans.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service.

L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la régie de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks de pièces et carburants est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût des stocks de produits chimiques et de fournitures diverses est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville et la Régie intermunicipale est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance-vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode pour le régime de retraite capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur lissée sur trois ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - o Amorties au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (OMHS) :
 - o Amorties sur la durée de vie restante de l'immobilisation corporelle faisant l'objet d'OMHS.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	438 043	2 122 501
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	438 043	2 122 501
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	(382 670)	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	55 373	2 122 501
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	55 373	2 122 501
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	7 410 000	3 659 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 4 116 138\$ (2 048 015\$ au 31 décembre 2024). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 446 122\$ (1 630 536\$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	4 644 165	4 580 675
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		893
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	22 590 343	15 849 526
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	9 409 278	4 120 651
Organismes municipaux	13	1 156 671	645 066
Autres			
▪ Avances diverses	14.1	114 587	63 533
▪ Constats, mutations, intérêts	14.2	3 885 680	3 092 763
	15	41 800 724	28 353 107
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 468 303	7 961 726
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	7 468 303	7 961 726
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	1 148 871	1 056 815
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	7 945 787	8 414 023
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	2 303 233	2 383 505
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	1 636 291	1 958 948
Ministère de la Culture et des Communications	26	741 921	1 088 459
Autres ministères/organismes	27	9 963 111	2 004 591
	28	22 590 343	15 849 526

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,47 % à 4,36 % et viennent à échéance au plus tard en 2044.

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	343 337	308 491
Autres placements	35		143 147
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	343 337	451 638
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Les placements à titre d'investissement, détenus par la Ville, sont composés d'un fonds de garantie de franchise collective.

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	331 876	4 366 500
Autres			
▪	42.1		
	43	331 876	4 366 500

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 14 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,25 % (4,20%; 5,20% au 31 décembre 2024) et renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale bénéficie d'une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %; 5,45 % au 31 décembre 2024) et renouvelable annuellement.

La Régie d'assainissement bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 5 130 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel (4,45 %). Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations d'investissement de la régie.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	9 516 249	10 517 623
Salaires et avantages sociaux	45	2 690 265	3 314 015
Dépôts et retenues de garantie	46	5 435 673	4 657 984
Provision pour contestations d'évaluation	47		27 056
Autres			
▪ Gouvernement du Qc. et autres	48.1	193 218	163 654
▪ Intérêts courus dette LT	48.2	775 093	415 325
▪ Organismes municipaux	48.3	226 415	172 368
▪ Provisions diverses	48.4	407 207	294 702
▪ Autres	48.5	306 014	306 365
	49	19 550 134	19 869 092

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les fournisseurs et les dépôts et retenues à payer incluent une sommes de 12 259 405 \$ (6 846 109 \$ au 31 décembre 2024) à payer pour des immobilisations.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ MCC - dévelop. culturel	55.1	72 670	37 049
▪ MEI - relance des centres-villes	55.2		
▪ MEI - dévelop. économique (terrains industriels)	55.3		
▪ Veloce III volet 2	55.4	92 502	
▪ Autres	55.5	13 975	20 235
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	1 043 920	606 088
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	50 264	59 637
	63	1 273 331	723 009

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,40	5,57	2026	2030	64	91 065 991	64 150 135
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,00	2,00	2026	2032	69	1 231 922	1 407 911
					70	92 297 913	65 558 046
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(768 492)	(481 266)
					72	91 529 421	65 076 780

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2026	73		14 839 015		175 989	15 015 004
2027	74		13 444 020		175 989	13 620 009
2028	75		17 765 855		175 989	17 941 844
2029	76		13 039 964		175 989	13 215 953
2030	77		31 977 137		175 989	32 153 126
2031 et plus	78				351 977	351 977
	79		91 065 991		1 231 922	92 297 913
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		91 065 991		1 231 922	92 297 913

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	1 564 444	1 053 849
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(1 416 755)	(1 448 611)
	84	147 689	(394 762)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	1 346 871	982 086
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	(22 773)	(6 894)
Régimes à cotisations déterminées	87	39 585	39 738
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	83 668	83 428
	90	1 447 351	1 098 358

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	52 876	52 876
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	2 373 091	2 338 131
Autres			
▪	93.1		
	94	2 425 967	2 391 007
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	2 338 131	2 229 977
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	(78 439)	()
Charge de désactualisation ¹	98	113 399	108 154
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	2 373 091	2 338 131

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les principales obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la ville concernent le désamiantage de bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service sont notamment relatives à la présence de plomb dans certains bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés aux contaminations de plomb et d'amiante sont les suivantes :

Taux d'actualisation	4,85 %
Période d'actualisation (variable selon l'actif)	2 à 76 ans
Taux d'inflation	2,00%

Pour la Ville de Sorel-Tracy, les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les travaux de mise hors service d'immobilisations au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 11 292 968 \$ (11 366 883 \$ au 31 décembre 2024);

Pour la Régie intermunicipale de l'eau - Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch, les coûts estimés s'élèvent à 595 487 \$ (595 487 \$ au 31 décembre 2024);

Pour la Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent, les coûts estimés s'élèvent à 747 900 \$ (747 900 \$ au 31 décembre 2024);

De plus, la Ville détient 4 bâtiments patrimoniaux pour lesquels aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations corporelles n'est comptabilisée à l'égard du désamiantage de ces bâtiments.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	49 772 116	5 057 298	255 371	54 574 043
Eaux usées	102	44 678 740	6 767 081		51 445 821
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	103 065 434	8 055 287	2 021 178	109 099 543
Autres					
▪ Autres	104.1	20 542 713	259 644	990 138	19 812 219
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	79 514 730	2 230 831	(675 509)	82 421 070
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	8 610 668	2 934 629	995 535	10 549 762
Ameublement et équipement de bureau	109	2 521 553	184 989	296 374	2 410 168
Machinerie, outillage et équipement divers	110	9 540 020	723 457	505 160	9 758 317
Terrains	111	12 072 116	41 757		12 113 873
Autres	112				
	113	330 318 090	26 254 973	4 388 247	352 184 816
Immobilisations en cours	114	17 402 003	27 402 039		44 804 042
	115	347 720 093	53 657 012	4 388 247	396 988 858
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	20 818 691	1 274 665	255 371	21 837 985
Eaux usées	117	19 000 857	1 156 344		20 157 201
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	36 125 356	3 637 468	2 021 178	37 741 646
Autres					
▪ Autres	119.1	7 641 679	949 180	990 138	7 600 721
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	33 121 241	1 733 353	(700 897)	35 555 491
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 425 445	500 645	973 215	3 952 875
Ameublement et équipement de bureau	124	1 533 525	339 706	296 374	1 576 857
Machinerie, outillage et équipement divers	125	4 668 937	790 239	505 160	4 954 016
Autres	126				
	127	127 335 731	10 381 600	4 340 539	133 376 792
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	220 384 362			263 612 066
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	31 742	31 742
Immeubles industriels municipaux	133	8 291 383	10 430 955
Autres	134	200 525	203 669
	135	8 523 650	10 666 366
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	331 876	4 366 500
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	8 191 774	6 299 866

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances et autres	143.1	527 040	483 726
Autres			
▪ Avance salaires	144.1	56 282	60 827
▪ Ass.-groupe payées d'avance	144.2	492 824	393 095
	145	1 076 146	937 648

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement et autres engagements échéant jusqu'en 2047, à verser une somme de 57 465 947\$ durant cette période.

La Régie d'assainissement des eaux de Richelieu/Saint-Laurent s'est engagée, en vertu de divers contrats relatifs à la fourniture de services professionnels de gestion de l'exploitation des ouvrages d'épuration des eaux, de services administratifs et de travaux de réhabilitation échéant à différentes dates jusqu'en 2029, à verser une somme de 683 994 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 657 695 \$ en 2026, à 8 399 \$ en 2027, à 8 766 \$ en 2028 et à 9 134 \$ en 2029.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Régie intermunicipale de l'eau - Tracy - Saint-Joseph - Saint-Roch s'est engagée, en vertu de divers contrats de services techniques, administratifs et de réparation de divers équipements, à verser une somme de 489 867 \$ jusqu'en 2029. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats pour les prochains exercices s'élèvent à 304 770 \$ en 2026, à 87 693 \$ en 2027, à 88 060 \$ en 2028 et à 9 344 \$ en 2029.

Office municipal d'habitation de la Ville

L'Office municipal d'habitation de Sorel-Tracy, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % au déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

Divers tiers et organismes se sont engagés en vertu de multiples ententes, baux et contrats à verser à la Ville une somme totale de 15 541 060 \$ au cours des prochaines années.

Droits contractuels au 31 décembre 2025
(en milliers de dollars)

	2026	2027	2028	2029	2030 et+	Total
Ententes/Baux	3 859	3 760	1 879	1 748	1 671	12 917
Transferts	338	305	277	251	1 453	2 624

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se détaillent comme suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪ Festival de la Gibelotte	146.1	125 000	75 000
▪ RIRERST	146.2	800 000	414 070
▪ Maison de la musique	146.3	200 000	
	147	1 125 000	489 070
Dettes à long terme			
▪ SDEST	148.1	3 200 000	944 790
▪ Azimut Diffusion Inc.	148.2	6 280 200	3 747 220
▪ Marina de Saurel Inc.	148.3	2 800 300	1 618 497
	149	12 280 500	6 310 507
	150	13 405 500	6 799 577
			7 358 400

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Pierre-De Saurel. Au 31 décembre 2025, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 6 006 476 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet d'une poursuite pour un montant d'environ 7 550 000 \$ en lien avec la contestation de décisions municipales. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le dénouement et le fondement de la présente poursuite. La direction est d'avis que celle-ci est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard, et ce, d'autant plus que la perte pourrait être partiellement ou totalement couverte par l'assureur de la Ville.

D) Autres

Au 31 décembre 2025, une procédure d'expropriation est toujours en cours par la Ville de Sorel-Tracy et l'indemnité définitive qui pourrait être versée à la partie expropriée n'a pas encore été établie.

La Ville de Sorel-Tracy s'engage à prendre tous les moyens et efforts raisonnables pour défendre sa position prise dans le cadre de l'indemnité provisionnelle afin de diminuer autant que possible l'écart entre l'Indemnité provisionnelle et l'indemnité définitive à verser à la partie expropriée.

La valeur de cet écart étant inconnue au 31 décembre 2025, aucun montant n'a pu être évalué ni comptabilisé comme provision au rapport financier. Advenant un jugement défavorable pour la Ville concernant ce litige, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice alors en cours.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les partenariats, après l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des actifs financiers, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2025	2024
	\$	\$
Actifs financiers en souffrance		
Moins de un an	1 282 963 \$	826 911 \$
Entre un an et deux ans	235 416 \$	199 085 \$
Entre deux et trois ans	164 286 \$	179 318 \$
Plus de trois ans	1 915 243 \$	1 878 292 \$
Sous-total	3 597 908 \$	3 083 606 \$
Moins : provision pour créances douteuses	(1 148 871 \$)	(1 056 815 \$)
Total	2 449 037 \$	2 026 791 \$

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les placements de portefeuille et les dettes à long terme.

Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2024) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts temporaires	7 036 456 \$			
Créditeurs et charges à payer, à l'exception des retenues à la source et de certaines charges sociales à payer	17 642 187 \$			
Dette à long terme	18 060 409 \$	36 391 267 \$	47 630 894 \$	360 774 \$
Total	42 739 052 \$	36 391 267 \$	47 630 894 \$	360 774 \$

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

28. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 11 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	55 180 261	58 457 490	59 571 148		59 571 148
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 786 217	5 021 015	5 025 412		5 024 302
Quotes-parts	3					3 054 960
Transferts	4	12 864 135	3 707 035	3 653 078		3 653 078
Services rendus	5	8 088 576	8 293 280	8 775 865		28 555
Imposition de droits	6	3 548 007	2 720 850	4 668 515		4 668 515
Amendes et pénalités	7	1 059 574	1 065 000	1 356 981		1 356 981
Revenus de placements de portefeuille	8	1 375 116	300 000	149 845		13 059
Autres revenus d'intérêts	9	168 993	150 000	276 779		6 439
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10					
Autres	11	2 709 474	285 330	2 671 217		3 222
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	89 780 353	80 000 000	86 148 840		3 106 235
Investissement						
Taxes	14	1 591 549	1 589 600	1 607 813		1 607 813
Quotes-parts	15					86 955
Transferts	16	4 749 942	24 334 390	15 931 930		15 931 930
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18	3 355 624		2 162 108		2 162 108
Autres	19	631 525		2 842 248		2 842 248
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	10 328 640	25 923 990	22 544 099		86 955
	23	100 108 993	105 923 990	108 692 939		3 193 190
						108 577 258

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus	24	100 108 993	105 923 990	108 692 939		3 193 190	108 577 258
Charges							
Administration générale	25	8 411 265	10 167 900	9 321 695	369 642		9 691 337
Sécurité publique	26	13 159 432	13 767 255	14 109 814	598 487		14 708 301
Transport	27	9 487 201	10 557 960	10 811 295	3 794 633		14 605 928
Hygiène du milieu	28	13 849 117	14 055 910	14 065 593	2 624 290	3 024 040	16 405 052
Santé et bien-être	29	180 161	226 520	267 491			267 491
Aménagement, urbanisme et développement	30	20 380 910	3 393 240	5 391 586	71 811		5 463 397
Loisirs et culture	31	16 831 013	17 920 840	17 351 856	2 578 722		19 930 578
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	2 223 361	2 752 790	3 144 059		26 216	3 170 275
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	9 554 039	10 200 000	10 037 585 (	10 037 585)		
	36	94 076 499	83 042 415	84 500 974		3 050 256	84 242 359
Excédent (déficit) lié aux activités	37	6 032 494	22 881 575	24 191 965		142 934	24 334 899

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
					Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	6 032 494	22 881 575	24 191 965	24 334 899
Moins : revenus d'investissement	2 (	10 328 640) (	25 923 990) (	22 544 099) (	22 631 054)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(4 296 146)	(3 042 415)	1 647 866	1 703 845
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	9 554 039	10 200 000	10 037 585	10 381 600
Produit de cession	5	90 444	20 000	122 611	122 611
(Gain) perte sur cession	6	203 750		(74 902)	(74 902)
Réduction de valeur / Reclassement	7				
	8	9 848 233	10 220 000	10 085 294	10 429 309
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	706 969		2 142 716	2 142 716
Réduction de valeur / Reclassement	10				
	11	706 969		2 142 716	2 142 716
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	75 448		70 071	70 071
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	107 418	60 000	29 101	29 101
	15	182 866	60 000	99 172	99 172
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 532 301) (	4 875 585) (	4 653 475) (	4 676 220)
	18	(4 532 301)	(4 875 585)	(4 653 475)	(4 676 220)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	2 013 867) (	1 635 000) (	1 348 279) (	1 633 003)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	865 850		100 313	100 313
Excédent de fonctionnement affecté	21	612 036	593 210	953 718	953 718
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 214 965)	(1 320 210)	(1 439 446)	(1 439 446)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(131 533)		108 187	105 049
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(1 882 479)	(2 362 000)	(1 725 820)	(1 913 369)
	26	4 323 288	3 042 415	5 947 887	6 081 608
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	27 142		7 595 753	7 785 453

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 328 640	22 544 099	86 955	22 631 054
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	544 970)(	2 408 947)(	) (	2 408 947)
Sécurité publique	3 (	399 784)(	2 590 271)(	) (	2 590 271)
Transport	4 (	12 282 312)(	7 402 005)(	) (	7 402 005)
Hygiène du milieu	5 (	8 746 331)(	10 179 903)(	2 859 715)(	13 039 618)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	260 035)(	300 733)(	) (	300 733)
Loisirs et culture	8 (	7 578 850)(	27 915 438)(	) (	27 915 438)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	29 812 282)(	50 797 297)(	2 859 715)(	53 657 012)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	7 650 094)(	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	134 019)(	134 019)(	) (	134 019)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 934 009	31 446 909	462 600	31 909 509
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 013 867	1 348 279	284 724	1 633 003
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 315 928	100 000		100 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 228 386	271 462	4 550	276 012
Réserves financières et fonds réservés	18	2 783 028	2 597 000		2 597 000
	19	9 341 209	4 316 741	289 274	4 606 015
	20	(19 321 177)	(15 167 666)	(2 107 841)	(17 275 507)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(8 992 537)	7 376 433	(2 020 886)	5 355 547

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	Administration municipale	Administration municipale	2025	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	92 422			438 043		438 043
Débiteurs (note 5)	2	28 146 044		41 510 556	290 168		41 800 724
Prêts (note 6)	3						
Placements de portefeuille (note 7)	4	360 619		343 337			343 337
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6			147 689			147 689
Autres actifs financiers (note 8)	7	4 366 500		331 876			331 876
	8	32 965 585		42 333 458	728 211		43 061 669
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			382 670			382 670
Emprunts temporaires (note 9)	10	4 648 051		6 581 456	455 000		7 036 456
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	18 860 866		18 701 934	848 200		19 550 134
Revenus reportés (note 11)	12	723 009		1 273 331			1 273 331
Dette à long terme (note 12)	13	64 618 051		90 630 299	899 122		91 529 421
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	394 762					
Autres passifs (note 14)	15	2 174 071		2 198 510	227 457		2 425 967
	16	91 418 810		119 768 200	2 429 779		122 197 979
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(58 453 225)		(77 434 742)	(1 701 568)		(79 136 310)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations corporelles (note 15)	18	214 315 505		255 027 509	8 584 557		263 612 066
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	6 299 866		8 191 774			8 191 774
Stocks de fournitures	20	534 010		949 006	40 942		989 948
Actifs incorporels achetés (note 17)	21						
Autres actifs non financiers (note 18)	22	891 902		1 046 477	29 669		1 076 146
	23	222 041 283		265 214 766	8 655 168		273 869 934
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 722 960		8 453 507	188 760		8 642 267
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 068 392		2 712 882	2 674 937		5 387 819
Réserves financières et fonds réservés	26	1 365 279		29 842			29 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	1 975 592) (		1 786 289) (	191 055) (		1 977 344)
Financement des investissements en cours	28	(8 865 858)		(1 595 795)	(3 402 608)		(4 998 403)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	168 272 877		179 965 877	7 683 566		187 649 443
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30						
	31	163 588 058		187 780 024	6 953 600		194 733 624
Obligations contractuelles (note 19)							
Droits contractuels (note 20)							
Passifs éventuels (note 21)							
Actifs éventuels (note 22)							

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	23 609 720	23 218 294	23 764 773	22 343 461
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	5 011 415	5 024 410	5 166 887	4 268 938
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	24 941 450	25 227 922	27 042 667	41 712 633
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 481 285	2 744 505	2 769 772	1 909 291
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11	232 505	370 705	370 705	296 661
D'autres tiers	12	39 000			
Autres frais de financement	13		28 849	29 798	38 957
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	13 528 320	13 636 878	10 493 810	10 501 295
Transferts	15	2 048 900	1 738 324	1 738 324	1 625 701
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	10 200 000	10 037 585	10 381 600	9 880 366
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21.1	949 820	2 370 624	2 370 624	1 175 043
▪ OMHS - CHARGE DE					
DÉSACTUALISATION	21.2		102 878	113 399	108 154
	22	83 042 415	84 500 974	84 242 359	93 860 500

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 642 267	2 984 709
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 387 819	4 585 500
Réserves financières et fonds réservés	3	29 842	1 365 279
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	1 977 344)(	2 169 784)
Financement des investissements en cours	5	(4 998 403)	(10 247 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	187 649 443	173 880 599
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	194 733 624	170 398 725
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	8 453 507	2 722 960
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	188 760	261 749
	11	8 642 267	2 984 709
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Activités d'investissement	12.1	1 022 736	247 794
▪ Budget fonctionnement	12.2	1 690 146	1 820 597
	13	2 712 882	2 068 391
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Activités d'investissement	14.1	195 187	219 359
▪ Réserve de boues	14.2	2 479 750	2 297 750
	15	2 674 937	2 517 109
	16	5 387 819	4 585 500

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	17		
Autres			
▪	18.1		
	19		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
Service de l'eau	20		
Autres			
▪	21.1		
	22		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	23	29 842	1 185 489
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Montant non réservé			
Administration municipale	27		
Organismes contrôlés et partenariats	28		
Fonds local d'investissement	29		
Fonds local de solidarité	30		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31		179 790
Autres			
▪	32.1		
	33	29 842	1 365 279
	34	29 842	1 365 279

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 (	)(
Autres	39 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (	)(
	41 (	)(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (	1 977 344)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 (	)(
Autres		
▪	45.1 (	)(
	46 (	1 977 344)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	52 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 (	)(
Autres		
▪ Programme Revi-Sols	54.1 (	)(
	55 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61	
	62 (	1 977 344)(
		2 169 784)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	63	14 070 567	5 751 872
Investissements à financer	64 (	19 068 970)(	15 999 450)
	65	(4 998 403)	(10 247 578)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66	263 612 066	220 384 362
Propriétés destinées à la revente	67	8 523 650	10 666 366
Prêts	68		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	343 337	308 491
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70		
	71	272 479 053	231 359 219
Ajustements aux éléments d'actif	72		
	73	272 479 053	231 359 219
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74 (	91 529 421)(	65 076 780)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (	768 492)(	481 266)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76	7 468 303	7 961 726
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78		117 700
	79 (	84 829 610)(	57 478 620)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (	)(	)
	81 (	84 829 610)(	57 478 620)
	82	187 649 443	173 880 599

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Avant de tenir compte de modifications qui ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, les employés de la Ville participaient à l'un des 2 régimes de retraite offerts. Tous les employés de l'ex-Sorel et les nouveaux employés engagés depuis le 1er janvier 2002 participent au Régime de retraite pour les employés municipaux de la Ville de Sorel-Tracy ("Régime Sorel"), alors que les employés de l'ex-Tracy ont eu la possibilité d'adhérer ou non (à des dates différentes selon les groupes) au Régime Sorel pour leur service futur, alors que leur service passé est maintenu dans le Régime de retraite des officiers et employés de la Ville de Tracy ("Régime Tracy"). En 2009, une demande de fusion des 2 régimes a été transmise aux autorités gouvernementales et elle a été acceptée en 2010. Cette fusion n'a pas d'impact sur les prestations payables aux participants, puisque leurs droits continuent de s'accumuler selon la formule du Régime Sorel ou du Régime Tracy, selon le cas. Les 2 régimes, tels que décrits ci-après, sont donc considérés comme ne formant qu'un seul régime à compter de l'année 2009.

Formule du Régime Sorel

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle est égale à 2 % du salaire de l'année 2000 par année de service créditée à cette date. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 2 % du salaire de l'année (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 2 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires pour toutes les années de service crédité). Certains participants cols bleus ont eu droit à une revalorisation de leur rente accumulée au 31 décembre 2012 en fonction de leur salaire de l'année 2012. Pour les pompiers, le régime a été modifié en 2011 pour le service à compter du 1er janvier 2011 seulement, et prévoit une rente égale à 2 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires, à laquelle s'ajoute une rente de raccordement de 0,5 % de la moyenne des cinq meilleurs salaires. Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 7 % de leur salaire annuel (à l'exception des cadres qui cotisent 8,3 % de leur salaire annuel, des cols blancs qui cotisent 8,55 % de leur salaire et, depuis le 1er janvier 2011, des pompiers qui cotisent 8,5 % de leur salaire). La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. Règle générale, la retraite peut être prise sans réduction en tout temps à compter du 60e anniversaire du participant ou lorsque la somme de son âge et de ses années de service totalise 80 s'il a alors au moins 58 ans. Cette règle s'applique également aux pompiers pour leur service crédité depuis le 1er janvier 2011. La forme normale de rente est une rente garantie cinq ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Formule du Régime Tracy

Pour le service crédité avant le 1er janvier 2001, la rente annuelle par année de service crédité à cette date est égale à 1,4 % du taux de salaire au 1er janvier 2001 jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA) de 2000, plus 2 % de l'excédent. Pour le service crédité à compter du 1er janvier 2001, la rente créditée annuellement au régime est de 1,4 % du salaire de l'année jusqu'à concurrence du MGA de l'année en cause, plus 2 % de l'excédent (à l'exception des cadres et des cols blancs pour qui, depuis le 1er janvier 2008, la rente totale est égale à 1,4 % de la moyenne des trois (cinq pour les cols blancs) meilleurs salaires jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles (MGA), plus 2 % de l'excédent pour toutes les années de service crédité). Les participants financent une partie du coût annuel du régime, soit 3,5 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 5 % de l'excédent (à l'exception des cadres qui cotisent 4,8 % de leur salaire annuel jusqu'à concurrence du Maximum des gains admissibles de l'année, plus 6,3 % de l'excédent).

La balance du coût est assumée par la Ville. La date de retraite normale est à 65 ans. La rente est payable sans réduction à partir de 60 ans lorsque la somme de l'âge et du service crédité totalise 90. La forme normale de rente est une rente garantie dix ans. Pour avoir droit à cette rente, le conjoint du participant doit au préalable avoir renoncé à une rente sur base d'équivalence actuarielle prévoyant une réversion à 60 % au conjoint.

Des modifications ont été apportées au régime en date du 1er juillet 2017, découlant la Loi RRSM et de l'entente intervenue le 27 juin 2017 entre la Ville et les différents groupes d'employés, et ces modifications se résument ainsi :

Les modifications suivantes affectent les participants actifs (aucune modification pour les participants retraités) :

Volet 1 - Services antérieurs au 1er janvier 2014 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle.

Volet 2 - Services postérieurs au 31 décembre 2013 :

- Abolition au 1er janvier 2014 de la prestation additionnelle;

- À compter du 2 juillet 2017, la cotisation d'exercice est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs :

* La cotisation est déterminée séparément pour le groupe des pompiers et pour le groupe des cols bleus, cols blancs et cadres;

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- À compter du 2 juillet 2017, une cotisation de stabilisation égale à 10 % de la cotisation d'exercice établie avec marge pour écarts défavorables est versée à parts égales par l'employeur et les participants actifs;

- À ces cotisations d'exercice et de stabilisation s'ajoute la cotisation requise pour financer 50 % des cotisations d'équilibre du volet 2, le cas échéant.

- Pour les cols bleus, les cols blancs et les cadres, les modifications suivantes sont applicables pour les années de service crédité à compter du 1er janvier 2014 :

* La formule de la rente viagère est de 2,0 % du salaire de l'année, indexé annuellement;

* L'indexation annuelle de la rente viagère créditée avant la retraite est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 3 % (sujette aux limites fiscales applicables), à l'exception de la rente créditée pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016 pour les employés membres du syndicat des cols bleus dont l'indexation annuelle est en fonction du salaire industriel moyen (SIM), maximum 0,4 % (sujette aux limites fiscales applicables);

* En cas de cessation d'emploi au cours d'année, l'indexation annuelle de la rente créditée est calculée au prorata de la période créditée dans l'année de cessation;

* Les participants actifs au 1er janvier 2017 qui avaient conservé les prestations sous la formule Tracy bénéficieront à compter de cette date (pour leur service à compter de cette date) des dispositions communes aux autres employés.

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	1 053 849	221 130
Charge de l'exercice	4 (	1 346 871)(	982 086)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 857 466	1 814 805
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	1 564 444	1 053 849
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	92 959 802	84 973 439
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	90 416 908)(	85 233 439)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	2 542 894	(260 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(978 450)	1 313 849
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	1 564 444	1 053 849
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	1 564 444	1 053 849

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	92 959 802	84 973 439
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	90 416 908)(	85 233 439)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	(2 542 894))(	260 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 229 327	2 915 077
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 229 327	2 915 077
Cotisations salariales des employés	21 (	1 965 979)(	1 750 894)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	51 342)(	55 441)
	23	1 212 006	1 108 742
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	144 509	(117 984)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	1 356 515	990 758
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	5 189 187	5 047 299
Rendement espéré des actifs	32 (	5 198 831)(	5 055 971)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(9 644)	(8 672)
Charge de l'exercice	34	1 346 871	982 086
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	8 638 074	2 739 347
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	5 198 831)(	5 055 971)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	3 439 243	(2 316 624)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	1 291 453	1 619 089
Prestations versées au cours de l'exercice	39	4 526 498	4 447 248
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	96 696 700	88 436 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	241 500	260 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	12 409 377	10 345 070
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	15	14
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	9	7
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	21	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,11 %	6,13 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,13 %	6,11 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

En plus des prestations de retraite, les employés ont les avantages suivants :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'assurance-vie offertes aux retraités.

La dernière évaluation de comptabilisation des coûts et obligations, relative aux avantages ci-dessus, a été effectuée au 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 448 611)	(1 465 972)
Charge de l'exercice	56 (22 773)	(6 894)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 9 083	10 467
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 416 755)	(1 448 611)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (974 411)	943 427
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (974 411)	(943 427)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (442 344)	(505 184)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 416 755)	(1 448 611)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 416 755)	(1 448 611)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (974 411)	943 427
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (974 411)	943 427

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 (	)(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	67)(71)
	75	(67) (71)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(61 199) (54 452)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(61 266) (54 523)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	38 493 47 629
Rendement espéré des actifs	84 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	38 493 47 629
Charge de l'exercice	86	(22 773) (6 894)
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	(1 641) 80 964
Prestations versées au cours de l'exercice	91	9 150 10 538
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	12 12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,20 % 4,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés de la Régie intermunicipale participent au plan des avantages sociaux offerts par la Ville. Ce plan est à prestations déterminées. La Ville est le promoteur de ce plan des avantages sociaux. Ce régime à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Régie sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	39 585	39 738
	110	39 585	39 738

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	15 942	15 871
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	54 065	53 486
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	29 603	29 942
	121	83 668	83 428

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	41 082 160	41 706 664	41 706 664	38 709 695
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	7 367 720	7 446 415	7 446 415	6 478 093
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	48 449 880	49 153 079	49 153 079	45 187 788
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	3 558 615	3 790 000	3 790 000	3 383 900
Égout	13	2 209 620	2 319 676	2 319 676	2 067 795
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	3 974 320	4 019 450	4 019 450	4 277 128
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16				
Autres					
▪ Entretien fosse UV	17.1		9 600	9 600	
Centres d'urgence 9-1-1	18	225 000	239 286	239 286	223 044
Service de la dette	19	40 055	40 057	40 057	40 606
Pouvoir général de taxation	20				
Activités de fonctionnement	21				
Activités d'investissement	22	1 589 600	1 607 813	1 607 813	1 591 549
	23	11 597 210	12 025 882	12 025 882	11 584 022
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	24				
Autres	25				
	26				
	27	11 597 210	12 025 882	12 025 882	11 584 022
	28	60 047 090	61 178 961	61 178 961	56 771 810

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	7 845	10 038	9 646
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	2 486 290	2 479 507	2 416 641
Compensations pour les terres publiques	31	436	436	
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 104 850	1 108 778	999 984
Cégeps et universités	33	286 180	287 198	275 963
Écoles primaires et secondaires	34	1 014 970	1 018 575	965 871
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	4 900 135	4 904 532	4 668 105
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	113 665	113 665	110 482
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	1 665	1 665	1 635
Taxes d'affaires	39			
	40	115 330	115 330	112 117
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	5 550	5 550	5 450
	43	5 550	5 550	5 450
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	5 021 015	5 025 412	4 785 672

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	4 000	4 373	4 306
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	98 880	110 793	91 954
Enlèvement de la neige	55			925
Autres	56		427	289
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			
Réseau de distribution de l'eau potable	65	137 830	162 921	169 240
Traitement des eaux usées	66			
Réseaux d'égout	67	268 925	105 628	162 147
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			7 648
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76	6 437	6 437	10 966
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			9 987 988
Autres	83			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	68 655	91 494	104 048
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	273 315	273 804	274 792
Autres	86	41 771	41 771	35 976
Réseau d'électricité	87			
	88	851 605	797 648	10 850 279

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2025	2025	2025	2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	1 447 883	263 637	1 613 940
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105	3 400 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	106	2 047 883		1 096 159
Traitement des eaux usées	107			
Réseaux d'égout	108	2 647 884		1 171 145
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			84 750
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	14 690 740	15 668 293	15 668 293
Activités culturelles				783 948
Bibliothèques	126	100 000		
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	24 334 390	15 931 930	15 931 930
				4 749 942

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 130				
Péréquation 131				77 002
Neutralité 132				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 133				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 134				
Fonds de développement des territoires 135				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 136				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 137	2 855 430	2 855 430	2 855 430	1 936 854
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 138				
Autres 139				
	140	2 855 430	2 855 430	2 013 856
TOTAL DES TRANSFERTS 141	28 041 425	19 585 008	19 585 008	17 614 077

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142	80 000	121 915	93 619
Évaluation	143			
Autres	144	167 280	281	16 915
	145	247 280	122 196	110 534
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	1 791 985	1 774 857	1 683 690
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	1 791 985	1 774 857	1 683 690
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155	18 500	23 023	23 250
Autres	156			
	157	18 500	23 023	23 250
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	932 175	989 476	908 031
Réseau de distribution de l'eau potable	159			2 265
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161		1 168	1 168
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	932 175	990 644	910 296

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	2 478 845	2 446 232	2 446 232
Activités culturelles				2 395 026
Bibliothèques	181			
Autres	182	347 170	341 467	341 467
	183	2 826 015	2 787 699	2 787 699
				2 730 455
Réseau d'électricité	184			
	185	5 815 955	5 863 112	5 698 419
				5 458 225

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2025	2025	2025	2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	186	9 000	76 674	36 574
Évaluation	187	500		
Autres	188	40 305	54 676	45 765
	189	49 805	131 350	82 339
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	61 730	55 187	67 177
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	61 730	55 187	67 177
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	69 340	20 468	12 372
Enlèvement de la neige	197	270 260	255 013	221 996
Autres	198	77 710	144 805	132 556
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	417 310	420 286	366 924
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	146 000	322 037	92 930
Traitement des eaux usées	207	296 070	307 394	228 572
Réseaux d'égout	208	10 000	33 963	38 377
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	45 000	41 760	38 960
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	497 070	705 154	398 839

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	171 855	187 053	187 053
Autres	224			208 727
	225	171 855	187 053	208 727
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	998 545	1 088 146	1 088 146
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	14 600	21 467	21 467
Autres	228	266 410	304 110	23 715
	229	1 279 555	1 413 723	306 978
	230		1 413 723	1 341 758
Réseau d'électricité	231			
	232	2 477 325	2 912 753	2 941 308
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	8 293 280	8 775 865	2 465 764
			8 639 727	7 923 989

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 233	320 850	559 451	559 451	368 872
Droits de mutation immobilière 234	2 400 000	4 109 064	4 109 064	3 179 135
Droits sur les carrières et sablières 235				
Autres 236				
	237	2 720 850	4 668 515	3 548 007
AMENDES ET PÉNALITÉS 238	1 065 000	1 356 981	1 356 981	1 059 574
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 239	300 000	149 845	162 904	1 445 624
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 240	150 000	276 779	283 218	184 912
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 241		74 902	74 902	(203 750)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 243		10 043	10 043	2 033 323
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 244				
Contributions des promoteurs 245		2 162 108	2 162 108	3 796 606
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 246				
Contributions des organismes municipaux 247				
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 248				
Autres 249		31 030	31 933	27 810
Redevances réglementaires 250				
Autres 251	285 330	5 397 490	5 399 809	1 054 761
	252	285 330	7 678 795	6 708 750
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 253				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 023 830	760 389	890	761 279	761 279	748 181
Grefe et application de la loi	2	1 677 600	1 479 984	3 293	1 483 277	1 483 277	1 263 021
Gestion financière et administrative	3	2 637 910	2 627 315	202 717	2 830 032	2 830 032	2 526 568
Évaluation	4	628 390	633 327		633 327	633 327	372 730
Gestion du personnel	5	791 320	806 874	3 007	809 881	809 881	725 961
Autres							
▪ Admin. autres	6.1	3 408 850	3 013 806	159 735	3 173 541	3 173 541	3 132 912
	7	10 167 900	9 321 695	369 642	9 691 337	9 691 337	8 769 373
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	5 540 980	5 554 387		5 554 387	5 554 387	5 273 750
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9		245 806		245 806	245 806	
Autres	10	7 977 945	7 947 740	596 293	8 544 033	8 544 033	8 209 267
Sécurité civile	11	11 500	10 916		10 916	10 916	9 638
Autres	12	236 830	350 965	2 194	353 159	353 159	248 834
	13	13 767 255	14 109 814	598 487	14 708 301	14 708 301	13 741 489
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 523 800	3 568 787	3 391 164	6 959 951	6 959 951	6 612 269
Enlèvement de la neige	15	4 264 710	4 557 735	82 506	4 640 241	4 640 241	3 596 906
Éclairage des rues	16	285 830	243 210	259 624	502 834	502 834	478 305
Circulation et stationnement	17	551 770	603 278	56 989	660 267	660 267	580 878
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 832 240	1 769 927		1 769 927	1 769 927	1 760 487
Transport aérien	19	99 610	68 358	4 350	72 708	72 708	76 659
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	10 557 960	10 811 295	3 794 633	14 605 928	14 605 928	13 105 504

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Total	Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2025		2024	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 082 320	4 050 081	425 471	4 475 552	4 387 679	4 418 152
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 592 660	1 315 194	950 324	2 265 518	2 265 518	2 216 342
Traitement des eaux usées	25	1 549 720	1 645 264	394 679	2 039 943	1 842 985	1 542 422
Réseaux d'égout	26	1 767 020	2 313 986	787 589	3 101 575	3 101 575	2 757 395
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	4 051 600	1 222 961		1 222 961	1 222 961	4 313 092
Élimination	28		770 897		770 897	770 897	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29		541 112		541 112	541 112	
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31		744 565		744 565	744 565	
Traitement	32		445 196		445 196	445 196	
Matériaux secs	33		107 140		107 140	107 140	
Autres	34		280 725		280 725	280 725	
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 012 590	628 472	66 227	694 699	694 699	845 065
Autres	39						
	40	14 055 910	14 065 593	2 624 290	16 689 883	16 405 052	16 092 468
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	185 000	221 671		221 671	221 671	136 296
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44	41 520	45 820		45 820	45 820	43 865
	45	226 520	267 491		267 491	267 491	180 161

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations 2025	Réalizations 2024
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 272 900	2 053 468	63 085	2 116 553	2 116 553	2 004 559
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	150 000	149 943		149 943	149 943	153 026
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	944 190	1 034 430	167	1 034 597	1 034 597	18 225 126
Tourisme	50	1 520	1 472		1 472	1 472	43 025
Autres	51	24 630					
Autres	52		2 152 273	8 559	2 160 832	2 160 832	21 205
	53	3 393 240	5 391 586	71 811	5 463 397	5 463 397	20 446 941
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	963 930	890 932	243 327	1 134 259	1 134 259	1 144 223
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 518 820	3 515 460	327 716	3 843 176	3 843 176	3 564 143
Piscines, plages et ports de plaisance	56	3 016 670	2 876 413	549 893	3 426 306	3 426 306	3 392 142
Parcs et terrains de jeux	57	3 663 710	3 592 477	944 958	4 537 435	4 537 435	4 534 487
Parcs régionaux	58	173 750	177 581	18 956	196 537	196 537	181 327
Expositions et foires	59	680 170	694 983	3 418	698 401	698 401	679 975
Autres	60	512 310	98 918	287	99 205	99 205	208 867
	61	12 529 360	11 846 764	2 088 555	13 935 319	13 935 319	13 705 164
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	1 711 010	1 662 058	150 801	1 812 859	1 812 859	1 690 891
Bibliothèques	63	1 869 930	1 880 345	106 590	1 986 935	1 986 935	1 929 136
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	908 120	997 363	150 581	1 147 944	1 147 944	1 066 340
Autres ressources du patrimoine	65	112 540	256 800	1 629	258 429	258 429	134 168
Autres	66	789 880	708 526	80 566	789 092	789 092	753 956
	67	5 391 480	5 505 092	490 167	5 995 259	5 995 259	5 574 491
	68	17 920 840	17 351 856	2 578 722	19 930 578	19 930 578	19 279 655

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	2 579 670	2 900 453		2 900 453	2 925 720	2 057 738
Autres frais	71	173 120	214 757		214 757	214 757	148 214
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		28 849		28 849	28 849	38 957
Autres	73					949	
	74	2 752 790	3 144 059		3 144 059	3 170 275	2 244 909
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	10 200 000	10 037 585 (	10 037 585)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 443 588	3 443 588	2 077 029
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 396 560	3 046 047	517 525
Usines et bassins d'épuration	3		2 019 392	1 421 223
Conduites d'égout	4	3 996 443	3 996 443	5 789 155
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 812 045	6 812 045	9 853 208
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	997 841	997 841	1 251 604
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 833 170	2 833 170	1 043 928
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 292 311	2 292 311	494 412
Édifices communautaires et récréatifs	14	24 453 889	24 453 889	6 329 691
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	2 521 394	2 521 394	1 087 201
Ameublement et équipement de bureau	18	188 522	191 063	394 994
Machinerie, outillage et équipement divers	19	819 776	1 008 071	1 118 036
Terrains	20	41 758	41 758	254 070
Autres	21			
	22	50 797 297	53 657 012	31 632 076

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	3 200 289	3 200 289	1 969 837
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 396 560	3 046 047	517 525
Usines et bassins d'épuration	3		2 019 392	1 421 223
Conduites d'égout	4	3 784 110	3 784 110	5 621 848
Autres infrastructures	5	10 456 901	10 456 901	11 908 164
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	243 299	243 299	107 192
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	212 333	212 333	167 307
Autres infrastructures	10	186 155	186 155	240 576
Autres immobilisations corporelles	11	30 317 650	30 508 486	9 678 404
	12	50 797 297	53 657 012	31 632 076

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	394 104		43 512	350 592
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	57 202 216	32 052 600	4 775 798	84 479 018
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	57 596 320	32 052 600	4 819 310	84 829 610
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	7 961 726		493 423	7 468 303
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	7 961 726		493 423	7 468 303
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	7 961 726		493 423	7 468 303
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	7 961 726		493 423	7 468 303
	19	65 558 046	32 052 600	5 312 733	92 297 913
Dette en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	65 558 046	32 052 600	5 312 733	92 297 913

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	91 396 922	65 096 911
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	15 646 942	14 586 445
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	7 468 303	7 961 726
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	8 795 848	755 139
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	90 779 713	70 966 491
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
	13	4 303 599	1 841 291
Endettement net à long terme	14	95 083 312	72 807 782
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	6 006 476	6 101 261
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	101 089 788	78 909 043
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	101 089 788	78 909 043
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	5 654 881	5 726 258
Endettement total net à long terme lié au programme ÉcoÉnergie 360 (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	1 386 040	1 400 219	1 400 219	1 333 777
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	1 830 865	1 769 927	1 769 927	1 759 600
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	3 057 920	3 143 068		
Matières résiduelles	12	4 051 600	4 112 596	4 112 596	4 313 092
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	745 575	803 309	803 309	722 458
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	2 072 760	2 033 042	2 033 042	2 002 662
Activités culturelles	23	383 560	374 717	374 717	369 706
Réseau d'électricité	24				
	25	13 528 320	13 636 878	10 493 810	10 501 295

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	50 797 297	29 812 282
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	50 797 297	29 812 282

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	42,00	34,00	85 089,00	5 234 488	992 058	6 226 546
Professionnels	2	16,00	34,00	29 032,00	1 585 625	379 180	1 964 805
Cols blancs	3	89,00	34,00	157 972,00	4 874 225	1 095 407	5 969 632
Cols bleus	4	90,00	40,00	188 153,00	6 343 588	1 491 311	7 834 899
Policiers	5						
Pompiers	6	45,00	42,00	97 403,00	4 660 181	928 984	5 589 165
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	282,00		557 649,00	22 698 107	4 886 940	27 585 047
Élus	9	9,00			520 187	137 470	657 657
	10	291,00			23 218 294	5 024 410	28 242 704

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	162 921				162 921
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	98 980				98 980
Autres	6	3 361 586	7 996 804	7 762 757	201 960	19 323 107
	7	3 623 487	7 996 804	7 762 757	201 960	19 585 008

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	1 086	1 472
Évaluation	2		
Autres	3	129 798	51 797
	4	130 884	53 269
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	183 558	155 763
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	183 558	155 763
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	940 746	691 684
Enlèvement de la neige	12	346	263
Autres	13	177 275	110 303
Transport collectif	14	1 881	1 872
Autres	15		
	16	1 120 248	804 122
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	18 562	17 572
Réseau de distribution de l'eau potable	18	475 560	352 338
Traitement des eaux usées	19	5 835	5 025
Réseaux d'égout	20	425 317	272 999
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	1 737	4 115
Autres	26		
	27	927 011	652 049
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	4 992	5 707
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	150 382	114 180
Autres	36		
	37	155 374	119 887
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	443 806	335 453
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	21 040	17 649
Autres	40	162 138	85 169
	41	626 984	438 271
Réseau d'électricité			
	42		
	43	3 144 059	2 223 361

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Patrick Péloquin	1.1	Maire	109 825	20 294	10 259	
Olivier Picard	1.2	Conseiller	34 489	17 245		
Sylvie Labelle	1.3	Conseiller	31 489	15 744	897	448
Martin Lajeunesse	1.4	Conseiller	31 489	15 744	844	422
Jocelyn Mondou	1.5	Conseiller	28 489	14 245	897	448
Stéphane Béland	1.6	Conseiller	31 489	15 744		
Benoît Guévremont	1.7	Conseiller	28 989	14 495		
Mathieu Gagné	1.8	Conseiller	31 489	15 744		
Dominique Ouellet	1.9	Conseiller	32 890	16 445		
	2		360 638	145 700	12 897	1 318

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 11 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créanciers et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

47 ☒ ☐
 48 437 832 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

49 ☒ ☐
 50 1 246 022 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

51 ☐ ☒
 52 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 _____ \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72 ☒ ☐
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025
- 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
- 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution

89 _____

- b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution

92 2019-10-674

- b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-10-07

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 3

- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 2

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|---------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 5 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ 1 |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 1 833 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 766 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | ☐ ☒ |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Carlo Fleury

Adresse courriel du directeur général

10 carlo.fleury@ville.sorel-tracy.qc.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-09 05:42

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	89 780 353	80 000 000	86 148 840	3 106 235	85 946 204
Investissement	2	10 328 640	25 923 990	22 544 099	86 955	22 631 054
	3	100 108 993	105 923 990	108 692 939	3 193 190	108 577 258
Charges	4	94 076 499	83 042 415	84 500 974	3 050 256	84 242 359
Excédent (déficit) lié aux activités	5	6 032 494	22 881 575	24 191 965	142 934	24 334 899
Moins : revenus d'investissement	6 (	10 328 640)(	25 923 990)(	22 544 099)(	86 955)(	22 631 054)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(4 296 146)	(3 042 415)	1 647 866	55 979	1 703 845
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 554 039	10 200 000	10 037 585	344 015	10 381 600
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 532 301)(	4 875 585)(	4 653 475)(	22 745)(	4 676 220)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 013 867)(	1 635 000)(	1 348 279)(	284 724)(	1 633 003)
Excédent (déficit) accumulé	12	131 388	(727 000)	(377 541)	97 175	(280 366)
Autres éléments de conciliation	13	1 184 029	80 000	2 289 597		2 289 597
	14	4 323 288	3 042 415	5 947 887	133 721	6 081 608
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	27 142		7 595 753	189 700	7 785 453

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025	2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	92 422		438 043
Débiteurs	2	28 146 044	41 510 556	41 800 724
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	360 619	343 337	343 337
Autres	5	4 366 500	479 565	479 565
	6	32 965 585	42 333 458	43 061 669
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		382 670	382 670
Emprunts temporaires	8	4 648 051	6 581 456	7 036 456
Créditeurs et charges à payer	9	18 860 866	18 701 934	19 550 134
Revenus reportés	10	723 009	1 273 331	1 273 331
Dette à long terme	11	64 618 051	90 630 299	91 529 421
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	394 762		394 762
Autres	13	2 174 071	2 198 510	2 425 967
	14	91 418 810	119 768 200	122 197 979
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(58 453 225)	(77 434 742)	(79 136 310)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	214 315 505	255 027 509	263 612 066
Autres	17	7 725 778	10 187 257	10 257 868
	18	222 041 283	265 214 766	273 869 934
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	2 722 960	8 453 507	8 642 267
Excédent de fonctionnement affecté	20	2 068 392	2 712 882	5 387 819
Réserves financières et fonds réservés	21	1 365 279	29 842	29 842
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	1 975 592)(	1 786 289)(	1 977 344)(
Financement des investissements en cours	23	(8 865 858)	(1 595 795)	(4 998 403)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	168 272 877	179 965 877	187 649 443
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	163 588 058	187 780 024	194 733 624

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Activités d'investissement	1.1	1 022 736	247 794
▪ Budget fonctionnement	1.2	1 690 146	1 820 597
	2	2 712 882	2 068 391
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	2 674 937	2 517 109
	4	5 387 819	4 585 500
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪	6.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	29 842	1 185 489
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10		
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		179 790
Autres			
▪	15.1		
	16	29 842	1 365 279
	17	5 417 661	5 950 779

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	90 779 713	70 966 491
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	101 089 788	78 909 043

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	84 479 018	57 202 216
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	350 592	394 104
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	7 468 303	7 961 726
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	92 297 913	65 558 046

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	55 180 261	58 457 490	59 571 148	59 571 148
Compensations tenant lieu de taxes	13	4 786 217	5 021 015	5 025 412	5 024 302
Quotes-parts	14				(88 108)
Transferts	15	12 864 135	3 707 035	3 653 078	3 653 078
Services rendus	16	8 088 576	8 293 280	8 775 865	8 639 727
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	5 982 697	4 085 850	6 175 341	6 188 400
Autres	18	2 878 467	435 330	2 947 996	2 957 657
	19	89 780 353	80 000 000	86 148 840	85 946 204
Investissement					
Taxes	20	1 591 549	1 589 600	1 607 813	1 607 813
Quotes-parts	21				86 955
Transferts	22	4 749 942	24 334 390	15 931 930	15 931 930
Autres	23	3 987 149		5 004 356	5 004 356
	24	10 328 640	25 923 990	22 544 099	22 631 054
	25	100 108 993	105 923 990	108 692 939	108 577 258

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Total	Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		2025	2024
Administration générale	1	10 167 900	9 321 695	369 642	9 691 337	9 691 337	8 769 373
Sécurité publique							
Police	2	5 540 980	5 554 387		5 554 387	5 554 387	5 273 750
Sécurité incendie	3	7 977 945	8 193 546	596 293	8 789 839	8 789 839	8 209 267
Autres	4	248 330	361 881	2 194	364 075	364 075	258 472
Transport							
Réseau routier	5	8 626 110	8 973 010	3 790 283	12 763 293	12 763 293	11 268 358
Transport collectif	6	1 931 850	1 838 285	4 350	1 842 635	1 842 635	1 837 146
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	8 991 720	9 324 525	2 558 063	11 882 588	11 597 757	10 934 311
Matières résiduelles	9	4 051 600	4 112 596		4 112 596	4 112 596	4 313 092
Autres	10	1 012 590	628 472	66 227	694 699	694 699	845 065
Santé et bien-être	11	226 520	267 491		267 491	267 491	180 161
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 272 900	2 053 468	63 085	2 116 553	2 116 553	2 004 559
Promotion et développement économique	13	970 340	1 035 902	167	1 036 069	1 036 069	18 268 151
Autres	14	150 000	2 302 216	8 559	2 310 775	2 310 775	174 231
Loisirs et culture	15	17 920 840	17 351 856	2 578 722	19 930 578	19 930 578	19 279 655
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 752 790	3 144 059		3 144 059	3 170 275	2 244 909
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	72 842 415	74 463 389	10 037 585	84 500 974	84 242 359	93 860 500
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	10 200 000	10 037 585 (	10 037 585)			
	21	83 042 415	84 500 974		84 500 974	84 242 359	93 860 500

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024		Réalisations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	10 328 640	22 544 099	86 955	22 631 054
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	29 812 282)(	50 797 297)(	2 859 715)(	53 657 012)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	7 784 113)(	134 019)(	) (	134 019)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	8 934 009	31 446 909	462 600	31 909 509
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 013 867	1 348 279	284 724	1 633 003
Excédent accumulé	6	7 327 342	2 968 462	4 550	2 973 012
	7	(19 321 177)	(15 167 666)	(2 107 841)	(17 275 507)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(8 992 537)	7 376 433	(2 020 886)	5 355 547

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14